

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75 014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 469 PEROU: LES THESES DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

La crise économique du Pérou reste grave: les sérieux remous sociaux qui agitent en permanence le pays depuis quelques mois en sont le signe (cf. DIAL D 447), témoins la dernière grève des professeurs et instituteurs de mai à juillet dernier ainsi que la grève actuelle des mineurs.

En juin 1978, une mission hollandaise remettait au gouvernement du général Morales Bermúdez les conclusions de l'étude de l'économie péruvienne faite à sa demande.

C'était l'époque des élections à la Constituante, faites le 18 juin, qui ont donné 35% des voix à l'Alliance populaire pour la révolution américaine (APRA) et 26% au Parti populaire chrétien (PPC); la gauche recevait 11,5% des suffrages, pour le Front ouvrier paysan et étudiant populaire (FOCEP), le reste des voix se répartissant sur divers candidats.

C'est dans ce contexte qu'il faut lire l'interview accordée, au moment de la campagne électorale, par M. Duisenberg, chef de la mission hollandaise d'étude. Ancien membre du Fonds monétaire international (FMI), il en reflète les points de vue. Il faut rappeler que le Pérou est proportionnellement, de tous les pays latino-américains, l'un des plus endettés avec 3,5 milliards de dollars. Pratiquement en état de cessation de paiement, il est aujourd'hui directement aux prises avec le FMI.

(Note DIAL)

INTERVIEW DE M. DUISEMBERG, CHEF DE LA MISSION HOLLANDAISE AU PEROU
(Intertitres de DIAL)

Duisenberg - Avant de parler de la situation péruvienne, je tiens à dire que, suite à l'accord amiable passé entre le Président Morales Bermúdez et la Mission hollandaise, je puis parler sur la partie analytique et descriptive du rapport de la mission, mais que je ne puis faire mention des recommandations que nous avons faites au gouvernement péruvien. Sur cette base nous pouvons donc bavarder, en espérant que vous avez compris ma position.

Question - Puisque nous ne pouvons pas vous interroger sur les conclusions de votre rapport, je voudrais connaître votre opinion sur la crise actuelle que traverse l'économie péruvienne.

D.- C'est une question générale et donc complexe. Une phrase de notre rapport résume à peu près les perspectives: "Le Pérou mène une guerre économique et non pas militaire". C'est en fonction de cela qu'il faut conduire et organiser l'économie.

Il y a de nombreux problèmes. Je les prends dans l'ordre. A court terme, l'économie péruvienne est sur le point d'épuiser ses réserves en devises; elle est

au bord de la cessation de paiement. C'est en ce sens qu'elle se trouve, au plan mondial, dans les pires conditions. La raison en est dans la violation des accords avec le FMI et donc dans le retrait de l'appui du FMI au gouvernement péruvien.

(Des dépenses militaires excessives)

Pourquoi cette impasse? En premier lieu, les dépenses militaires ont été excessives, plus fortes que prévu. En second lieu, les déficits de Petro-Perú(1) ont dépassé les taux prévus. Enfin, l'inflation a été plus forte qu'escompté originellement; de plus, au Pérou, l'inflation ne se traduit pas par des rentrées budgétaires sous forme d'augmentation des impôts, ainsi que cela se passe dans d'autres pays, parce que ceux qui paient des impôts sont très peu nombreux.

Je crois que pour résoudre le problème à court terme, il faut ouvrir de nouvelles négociations avec le FMI. Au cas où celles-ci aboutiraient, la Banque internationale serait disposée à soutenir l'économie péruvienne.

A long terme, la dette extérieure exigerait que, pour les trois à cinq années à venir, 50% des exportations soient appliquées au service de la dette. Vous pensez bien qu'aucun pays au monde ne peut le faire. C'est pourquoi il est nécessaire de renégocier la dette en fonction de nouveaux délais et selon des critères différents. Mais ce n'est que si les problèmes du court terme sont réglés que des gouvernements ou les organismes appropriés accorderont une aide financière à plus long délai.

Q.- A votre avis, quelles sont les raisons qui ont conduit à cette situation? S'agit-il seulement de problèmes à court terme?

D.- Je ne crois pas qu'il y ait d'explication à court terme pour la situation actuelle. Au Pérou, on pense généralement que les raisons sont extérieures. La baisse du prix du cuivre et la disparition de l'anchois (2) y ont certes contribué de façon décisive. Mais je ne considère pas que ce soient là les causes les plus importantes.

Je dirais que la raison principale réside dans la faible capacité de décision du gouvernement à définir ce qu'il faut faire. Par exemple, aucun effort n'a été fait pour limiter les dépenses militaires. A l'heure actuelle 35% du budget de la nation va aux achats militaires. C'est plus que ne dépensent les pays les plus développés eux-mêmes. Je pense que le gouvernement devrait faire quelque chose sur ce point.

Q.- Pensez-vous que le gouvernement Velasco (3) est pour quelque chose dans la situation actuelle?

D.- Le gouvernement Velasco a obtenu beaucoup de résultats. Mais je dirais qu'il n'a pas réussi parce qu'il n'a fait que la moitié du chemin. Pour vous donner un exemple: ce qui s'est passé avec la réforme agraire. Elle a permis de supprimer les grands propriétaires terriens et de distribuer la terre aux petits cultivateurs, aux coopératives et aux communautés. Mais elle a laissé aux propriétaires terriens le temps de prendre leurs machines et leurs équipements, de les vendre et d'exporter l'argent ainsi obtenu. De cette façon on a laissé partir les capitaux de la campagne. On dira: eh bien, les paysans n'ont qu'à demander des prêts! Mais il se trouve qu'en vertu de la législation péruvienne, les crédits ne sont débloqués - et seulement au niveau de certaines banques - qu'avec la garantie constituée par les machines, les équipements

(1) Société nationale pétrolière (N.d.T.)

(2) Sur la crise de la pêche, cf. DIAL D 144 (N.d.T.).

(3) Le général Velasco, arrivé au pouvoir par le coup d'Etat d'octobre 1968, s'est voulu un "révolutionnaire nationaliste" (cf. DIAL D 206 et 213). Il a été écarté du pouvoir en août 1975 (cf. DIAL D 336). Il est mort en 1977. (N.d.T.)

et les immeubles. De sorte que les paysans restent uniquement avec la terre mais sans rien dans les mains.

Il en résulte qu'aujourd'hui le Pérou importe des aliments à concurrence de 25% de ses besoins. Il n'en était rien auparavant. A cela s'est ajoutée une politique d'aides financières qui ont profité aux villes, et cela au détriment des campagnes. Il faut aussi mentionner le problème des intermédiaires et des transporteurs. D'où le handicap de l'agriculteur péruvien.

La politique d'aides financières a généralement favorisé les zones urbaines. C'est ainsi, par exemple, qu'on subventionnait l'huile végétale destinée à la consommation dans les villes, mais le saindoux ne bénéficiait d'aucune mesure alors qu'il est la graisse la plus utilisée dans les classes les plus pauvres.

(L'énergie)

C'est ce qui se passe avec l'essence: elle est vendue au tiers de sa valeur de marché. C'est pourquoi elle est très bon marché. Les militaires ne paient pas cet article de consommation. Cela a fait que le système de transport est entièrement basé sur l'essence, alors que le gasoil est meilleur marché; les transports publics utilisent l'essence au lieu de gasoil. Il serait plus économique pour le pays de développer le gasoil et non pas l'essence. L'augmentation du prix de l'essence est inévitable.

Q.- L'augmentation actuelle du prix de l'essence est un coup porté aux secteurs populaires car les moyens de transport en dépendent et on ne peut changer ce système du jour au lendemain.

D.- Pour que l'augmentation du prix de l'essence n'affecte pas les secteurs populaires et pour que le gouvernement puisse néanmoins bénéficier de nouvelles rentrées, nous avons initialement estimé qu'une mesure indirecte pouvait permettre d'en atténuer les effets. C'est ainsi, par exemple, que nous pensé baisser les cotisations de sécurité sociale ou le taux des impôts de 5ème catégorie. Mais au Pérou presque personne ne paie d'impôts. De sorte qu'une solution rapide n'est pas possible, tout en ne négligeant rien pour rechercher une issue qui n'affecte pas les plus pauvres.

(Une politique d'investissement)

En ce qui concerne la question précédente, il y a encore un autre problème. Pour qu'il y ait croissance, il faut qu'il y ait investissement, et cela suppose l'épargne. Il se trouve que le taux d'épargne intérieure est passé de 18% du revenu national en 1968 à 9% aujourd'hui. La différence a été compensée avec l'endettement extérieur, lequel a été à son tour appliqué de façon importante dans des achats militaires, dans le secteur nationalisé, ou dans la réalisation de grands projets de prestige mais dont on ne peut attendre de profit à court terme. Personnellement, je fais des réserves sur ces projets ambitieux. Je crois qu'il eût été meilleur de soutenir les petits agriculteurs et les communautés, ainsi que de mettre en valeur les terres de la forêt.

Q.- Est-il possible, à votre avis, de parvenir à des résultats appréciables dans un laps de temps relativement court?

D.- Il faut changer pour de bon la politique économique. Cela ne se fait pas du jour au lendemain. Il faut pourtant la réviser.

A mon sens, le Pérou peut s'en sortir. Il dispose de ressources humaines et naturelles. Cette année il arrivera à l'autosuffisance en pétrole et même à pouvoir en exporter une partie. C'est donc un pays qui est potentiellement riche. Vous savez que 1,5% seulement de la superficie totale du pays est appliquée à l'agriculture. Si l'on pouvait augmenter ne serait-ce que d'un quart,

ou même des trois quarts, la superficie des terres cultivées, le Pérou serait autosuffisant en produits alimentaires.

En plus du problème de savoir comment obtenir l'argent nécessaire pour développer l'économie, il faut aussi savoir comment l'organiser, comment l'orienter, comment la conduire.

(Des privilèges à faire cesser)

Cela n'est pas sans effet sur le budget national: il faut appliquer la majeure partie du budget davantage au développement et moins à la consommation. En même temps il faut chercher à montrer que tout le monde paie la même part de sacrifices dans le règlement des problèmes nationaux. Les hauts fonctionnaires et les militaires de haut rang jouissent de privilèges; eux aussi doivent y renoncer.

Nous avons fait quarante recommandations. Mais je ne crois pas que tout puisse se résoudre à court terme. Je ne crois pas non plus que ce soit seulement une question économique. Pour sortir de la crise actuelle, il faut modifier le mécanisme des prises de décision dans le gouvernement. Les organismes militaires et les entreprises d'Etat font généralement ce qu'ils veulent sans tenir compte de ce qui se passe dans le reste de la population. A mon point de vue, cela ne devrait pas continuer.

Q.- Vous avez parlé des demandes du FMI et vous avez déclaré qu'il faut arriver à un accord avec lui. Ne pensez-vous pas, cependant, que ses exigences étaient trop dures?

D.- Je crois qu'elles sont sévères. L'accord de septembre 1977 prévoyait des critères pour une évaluation du gouvernement péruvien tous les quatre mois. Je reconnais que c'était là des conditions sévères. Elles auraient pu faire l'objet d'un règlement s'il avait été procédé à des restrictions draconiennes. Cela n'a pas été le cas.

(La pression du Fonds monétaire international)

L'un des critères, par exemple, était que le déficit budgétaire ne dépassât pas les 40 milliards de soles pour 1978. En fait, l'examen révèle qu'il dépassera cette année 100 milliards de soles. Comme on peut le voir, c'est loin de l'objectif fixé. En septembre 1977 le gouvernement a estimé qu'il y parviendrait. Mais il y a eu manque de contrôle. Qu'il le veuille ou non, si le gouvernement se contente d'utiliser l'émission de papier monnaie, il ne pourra qu'augmenter l'inflation. Dans la mesure où la production est très faible, l'inflation ne peut qu'augmenter. A l'heure actuelle, les gens qui ont un peu d'argent s'en défont en construisant des maisons, par exemple. Je crois que de toutes manières il faut réduire le déficit. Mais je suis d'accord pour dire que cela doit se faire progressivement. En toute hypothèse, il faut ouvrir des conversations avec le FMI.

Q.- Les conversations entre le FMI et le gouvernement péruvien durent depuis si longtemps que le FMI l'oblige maintenant à accepter ses conditions, qui sont sévères.

D.- Non. Je ne suis pas d'accord. Un pays peut l'éviter. D'ailleurs la plupart des pays évitent le FMI. Il prête de l'argent à très bon marché mais il exige que les politiques économiques remplissent certaines conditions. Aucun gouvernement n'aime cela. C'est très facile de demander de l'argent, de payer des intérêts élevés et d'en faire ce que l'on veut. Sur le marché financier le taux moyen d'intérêt est de 8%; le FMI octroie des prêts à 1,4%. Aujourd'hui cependant, de nombreuses banques exigent un accord avec le FMI; la proportion des prêts du FMI est très faible mais décisive pour le court terme et pour l'accord de la Banque internationale.

Q.- On a parlé au Pérou d'une possibilité de moratoire pour la dette extérieure. Quelle est votre opinion sur ce point?

D.- Je suis contre cette mesure, surtout si elle est dictée unilatéralement. En effet, dès que le gouvernement prendrait l'initiative du moratoire, aucun exportateur du monde n'enverrait plus de produits dans le pays à moins d'un règlement comptant. La production intérieure du Pérou, qui a besoin de certains produits de base importés, serait paralysée.

Q.- Vous avez dit il y a quelques instants qu'il était non seulement besoin d'un changement de politique économique mais qu'il faudrait aussi de nouveaux critères pour l'action gouvernementale. Il se trouve que le gouvernement de Morales Bermúdez est aujourd'hui tellement affaibli qu'on peut se demander s'il est capable de faire face à la crise actuelle.

D.- Je crois que le gouvernement actuel "marche sur des oeufs", comme on dit en hollandais. Il doit faire très attention. Il faut éviter, d'une part, que les militaires durs s'impatientent et, d'autre part, que les mesures prises soient préjudiciables à la population au point que les militaires autoritaires y trouvent un encouragement à prendre le contrôle du gouvernement.

Je pense que substituer un gouvernement militaire par un autre n'est pas une solution. Ce qu'il faut c'est prendre des mesures sensées. Pour l'heure je crois qu'il n'est guère possible aux militaires de céder la place aux civils. Mais j'estime qu'il serait très convenant que le gouvernement actuel fasse appel à des personnes très capables pour former un cabinet dans lequel les conditions économiques et sociales auraient priorité sur les autres. Je serais d'avis de renforcer les structures de gestion économique, c'est-à-dire l'Institut de la planification, le Ministère de l'économie et des finances, et le Ministère de l'industrie. Leurs membres devraient bénéficier du soutien de la junte afin de pouvoir appliquer de façon cohérente les mesures nécessaires. Rien n'est possible sans le soutien de la junte.

Q.- La formation d'un nouveau cabinet faisant appel à de nouveaux ministres n'est-elle pas une solution trop technique qui ne répond pas aux revendications populaires, d'ordre essentiellement économique?

D.- Je ne sais pas quelle est la force du mouvement populaire. Personne ne le sait vraiment. Ce qui m'a le plus impressionné, c'est qu'à la suite d'une élection libre - et je crois qu'elle le sera relativement (1) - on devrait voir la gauche affirmer sa force; or il semble bien qu'il n'en est pas ainsi. Actuellement tous les partis inscrits disposent de temps gratuits à la télévision...

Q.- Sauf deux: l'UDP et la FOCEP (2) qui se sont vu retirer ce droit...

D.- Ah, je ne le savais pas! Cela a dû se passer quand je n'étais pas là. Au train où vont les choses, certains pensent que l'APRA (3) et Bedoya (4) feront ensemble quelque chose comme 70% des voix; et la gauche 20% seulement. Ce qui montre que le mouvement populaire n'est pas aussi fort qu'on le dit.

(1) L'interview se passait avant les élections à la Constituante du 18 juin 1978 (N.d.T.).

(2) UDP, FOCEP: Union démocratique populaire, Front ouvrier paysan et étudiant populaire (N.d.T.).

(3) Allianc populaire pour la révolution américaine (N.d.T.).

(4) Chef du Parti populaire chrétien (N.d.T.).

Q.- Les sondages sur les élections effectués jusqu'à maintenant sont des spéculations. On le saura exactement après les élections. Même si tout se passe comme vous le dites, cela ne veut rien dire de la force du mouvement populaire, ni qu'il est influencé par les forces politiques les plus conservatrices. Au Pérou, les partis et les organisations professionnelles ou politiques sont relativement faibles. Ce qui peut se produire c'est ceci : que la population ou un secteur populaire vote dans un sens, mais qu'il soit très exigeant sur ce qui touche à ses besoins économiques, que ses élus soient ou non au gouvernement. Il n'y a pas de vie publique organisée. De sorte qu'un gouvernement comme celui que vous envisagez, s'il veut obtenir des résultats, a besoin d'un pacte politique et social comme celui de Moncloa en Espagne. Les données d'un tel pacte et les conditions historiques du Pérou ne sont pas les mêmes.

D.- Je suis d'accord avec vous. Mais je ne vois pas d'autre issue que celle que je viens de proposer et je pense qu'il faut aller dans ce sens-là.

Q.- Il y a d'autres problèmes qui ne peuvent se résoudre aussi facilement, au moins dans les conditions actuelles. Je veux parler du centralisme de la capitale. Aujourd'hui l'économie du pays est centrée sur Lima. Aucun gouvernement n'a réussi jusqu'à maintenant la décentralisation car cela suppose une réorganisation totale de l'Etat. Réduire les "économies internes" dont bénéficie Lima au profit des investissements est une politique qui ne peut réussir qu'à moins d'un changement radical de toute l'administration de l'Etat. Autrement dit, il ne suffit pas de faire appel à des techniciens ou des gens capables.

D.- C'est exact. Mais je suis un pragmatique. Dans mon pays on dit que je suis "réaliste". De sorte que j'agis en fonction des conditions existantes. C'est à partir de là que je cherche les solutions. Celles-ci, je le sais, ne peuvent pas être faciles. Il faut imprimer une direction. Je suis d'accord sur la nécessité de la décentralisation. Il faut créer les conditions pour que les gens ne continuent pas d'affluer à Lima. Mais il faut le faire sans que ce soit une obligation. C'est une question d'incitation. Et cela suppose un changement dans certaines perspectives politiques.

Q.- Vous avez dit que de nombreuses entreprises publiques avaient vu le jour sous Velasco...

D.- Il y a actuellement 174 entreprises nationalisées dont deux seulement font des bénéfices. Le reste travaille à perte...

Q.- Durant la campagne électorale, un candidat d'extrême-droite a dit et répété qu'une des solutions à la crise c'était l'encouragement à la propriété privée; il a parlé de l'étatisme du gouvernement Velasco.

D.- Je ne pense pas que le caractère de la propriété des entreprises soit la solution au problème. C'est absurde.

Q.- Lors d'une récente manifestation, le candidat Bedoya Reyes a déclaré : "Si Pinochet est synonyme d'austérité et d'ordre, je suis pour Pinochet"

D.- Je ne suis pas d'accord avec les méthodes de Pinochet.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)
(par avion, tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441